

Coûts et taxes: Les défis de l'Université

Un aperçu de l'histoire de l'Université.

DE MARTINO COMELLI

Les années 1960 et 1970

Au cours des dernières décennies, l'Université a connu de considérables transformations, en raison notamment de la croissance économique des sociétés occidentales après la Seconde Guerre Mondiale. À partir des années 1960 en effet, on peut observer une croissance constante du nombre d'étudiantEs inscritEs à l'Université. Ce phénomène peut être expliqué de différentes manières.¹ En premier lieu, c'est l'accroissement général de la richesse – même parmi les couches les plus pauvres de la société – qui a permis d'allouer davantage de ressources à l'enseignement supérieur. Les années 1960 en particulier sont celles de la formation d'une *affluent society*² au sein de laquelle les ressources sont de plus en plus utilisées pour satisfaire les exigences post-matérialistes, c'est-à-dire les besoins qui concernent moins l'aspect matériel que celui lié à la connaissance. D'autre part, la fin de la décennie 1960 est marquée par des revendications populaires visant à une démocratisation des études, voyant dans l'accès aux études supérieures un moyen de rétablir une certaine justice sociale. Toutefois, certains intellectuelLEs, comme Pasolini³, ont souligné le caractère élitiste et *radical chic* de ces manifestations.

Nous avons vu que, grâce à différents facteurs intrinsèquement liés les uns aux autres, tels que l'augmentation générale de la richesse, une attitude plus encline à des valeurs post-matérialistes ainsi qu'un mouvement de revendication massif, l'Université a dû ouvrir ses portes à un nombre croissant d'individus. Néanmoins, cette dernière, au cours des décennies 1960-70, a conservé des mécanismes nettement élitistes, fière qu'elle était de

son indépendance et de son «inactualité». Elle a alors fait preuve d'une attitude hostile à l'égard du monde industriel, de la production, et plus généralement, du profit. Les valeurs transmises par cette institution s'apparentaient encore à des valeurs aristocratiques, avec pour objectif la transmission de la culture et de l'érudition permettant une manière de vivre (*way of life*) spécifique, plutôt que l'apprentissage à proprement parler d'un véritable métier.⁴

Même les sciences étaient alors valorisées pour ce qu'elles sont, et la recherche était promue pour elle-même. Une répartition des tâches était respectée, en ce sens que la recherche appliquée concernait uniquement le monde industriel, alors indépendant du milieu académique. L'une des conséquences de l'augmentation soudaine et massive du nombre d'étudiantEs est le changement de cap alors adopté par l'institution universitaire, dont les valeurs fondamentales, et, de fait, le fonctionnement se sont vus largement modifiés. L'Université s'est alors vu attribuer des fonctions nouvelles, jusque là inconnues. C'est ainsi qu'après les années 1970, on a assisté à une redéfinition de la nature et de la fonction sociale de l'Université.

Les années 1980-90

Les conséquences du bien être économique survenu durant les 30 Glorieuses ont affecté tous les aspects de la vie universitaire et le rapport entre la société civile et l'Université.

Face à ces changements, de nouveaux questionnements ont surgi, concernant les ressources de financement de l'institution universitaire, mais également l'aspect administratif et gestionnaire. Ce second pan concernait l'engagement des enseignantEs, les prises de mesures à l'égard de la qualité de l'enseignement, ainsi que les objectifs de l'éducation ou

encore l'évaluation. D'autres problèmes, d'ordre social, sont apparus, ceux concernant les conditions de vie et d'étude des étudiantEs, le logement, les bourses d'étude, mais également le problème de relation et de rapport entre l'école secondaire et l'enseignement tertiaire.⁵

Par ailleurs, un changement s'est également opéré du côté des étudiantEs candidatEs aux études supérieures. En effet, le milieu social, les habitudes (et habitus), les tendances et les attentes à l'égard du monde universitaire ont radicalement modifié la culture universitaire. Pour certainEs d'entre eux-elles, l'Université représente, non pas un luxe ou un vecteur d'acquisition des bonnes manières et d'une érudition, mais bien un moyen permettant une mobilité sociale ascendante qui les propulse dans les sphères dirigeantes. La société, de son côté, voit ses besoins en personnels qualifiés augmenter, face à la tertiarisation croissante du monde du travail, et voit en l'institution universitaire un excellent partenaire pour cela. Ainsi, si, par le passé, l'Université défendait la liberté académique et l'autonomie à tout prix, ses priorités ont changé. De fait, des traces visibles de la pression qui pèse sur les universités sont observables. Ainsi, « l'Université (...) n'est plus une tour d'ivoire. Les professeurs ont été priés d'en descendre et de rendre des comptes. Le concept de liberté académique a laissé la place à celui de responsabilité, voire d'imputabilité. Le rendement de l'Université est mis en cause, elle doit de plus en plus souvent se justifier ».⁶

On le voit, le poids de la bureaucratie est devenu considérable, et produit des complications administratives énormes, alors même que certaines situations pourraient connaître une résolution bien plus simple. Alors, pourquoi la société

1 Martin Trow, Reflections on the Transition from Mass to Universal Higher Education, *Daedalus*, Vol. 99, No. 1, 1970

2 John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence*, Calmann-Lévy, Paris, 1986

3 Pier Paolo Pasolini, *Studenti, Figli Di Papà, Io Sto Con I Poliziotti*, *Nuovi Argomenti*, n. 10, 1968

4 Martin Trow, Problems in the Transition from Elite to Mass Higher Education, *Carnegie Commission on Higher Education*, 1973.

5 Martin Trow, Reflections on the Transition from Elite to Mass to Universal Access in Modern Societies since WWII, *International Handbook of Higher Education*, 2005

6 Marc Romainville, *L'échec dans l'université de masse*, L'Harmattan, Paris, 2000

cherche-t-elle à contrôler la vie universitaire? La réponse se trouve en partie dans les coûts et dans la perception et les attentes placées en une telle institution. En effet, cette dernière n'est plus caractérisée par les valeurs humanistes qu'elle symbolisait autrefois, mais bien par son caractère marchand, l'investissement qu'elle représente aux yeux d'une société capitaliste qui attend d'elle un rendement, dont la garantie passe par la surveillance, et une forme de mainmise. Si l'Université d'élite était relativement peu coûteuse, celle d'aujourd'hui représente une part considérable du budget de l'Etat, compte tenu du fait que l'argent investi par celui-ci dans la formation est soumis à des critères d'efficacité et d'efficacité.

Dans les années 1980, l'État social (*welfare*) est confronté à de graves problèmes de couverture financière. Tout cela est alors lié à l'évolution du système de production, et donc à la façon de créer la richesse au sein d'un pays. Advient alors le passage d'un mode de production keynésien-fordiste à un système basé sur le travail tertiaire, nécessitant une formation supérieure. Cela signifie également l'abandon d'une société au sein de laquelle les gains de productivité ont été sûrs et stables, garantissant une courbe croissante du capital de travail produit, et par là même, une courbe croissante dans l'évolution des salaires. Dans les années 1980, cette société, dite des 30 Glorieuses, appelée également *affluent society*, venait de disparaître, laissant la place à une société où l'augmentation de la productivité représente, de même que les perspectives financières des individus, une incertitude. Une explication plutôt convaincante de ce phénomène a été donnée par l'économiste néo-keynésien William Baumol qui, en 1967, a publié un article intitulé « *Macroeconomics of unbalanced growth, the anatomy of urban crisis* »⁷ Cette étude a connu un grand succès et a été actualisée au vu des modifications continues du système économique.⁸ Dans cette étude, Baumol présente deux hypothèses: la première suppose que le coût des biens et services dépend directement de la main-d'œuvre employée; la seconde postule que l'intégralité des salaires a tendance à augmenter sous l'impulsion de ceux qui concernent le secteur industriel. Baumol théorise grâce à un modèle mathématique

simple, que les prix des biens industriels baissent au fil du temps, du moment que le travail industriel est hautement mécanisé et qu'il est conçu pour augmenter la production en utilisant la même quantité de travail. Le nom qu'il donne à ce type d'industrie est celui de « *labour saving* ». Dans ce modèle, augmenter la productivité à un coût raisonnable peut fournir une augmentation régulière des salaires.

par exemple la santé, les services à la personne, la bureaucratie et évidemment, l'enseignement. En pratique, la maladie des coûts affecte le système de *welfare* qui s'imposait pendant les années 1970 en raison d'une augmentation dans le secteur du travail « *labour saving* ». Baumol suggère trois moyens pour faire face à la maladie des coûts: le premier (1) est d'internaliser les coûts des services,



Le travail dans les services ne peut pas être mécanisé, il est donc soumis à une augmentation constante des coûts. Une augmentation linéaire de la demande entraîne une augmentation exponentielle des coûts, précisément parce que la productivité du travail des services ne peut pas être augmentée au fil du temps et parce que nous devons assumer d'autres personnes. Pour cela, on arrive à ce que Baumol appelle le « *cost disease* » la maladie des coûts: « ...while wages rise commensurately in all areas, then relative costs in the non-progressive sectors must inevitable rise, and these costs will rise cumulatively and without limit. »⁹

Par exemple, la production d'une aiguille est une opération qui, au fil du temps, est devenue moins chère grâce au travail industriel. Au contraire, jouer un quintette de Beethoven exige toujours cinq personnes. Vous ne pouvez pas réduire ce nombre de gens par la mécanisation. Le salaire des membres d'un orchestre suivra le salaire des entreprises du secteur industriel plus productif. Il y aura alors une augmentation de salaires, mais non une augmentation de productivité, ce qui explique une augmentation sans limites des coûts.

La *maladie des coûts* ravage indistinctement tout ce qui est lié aux services:

par exemple dans la famille, ou d'assurer qu'on prenne en charge les coûts de manière volontaire (bénévole), assurant par exemple que la petite enfance reste une tâche pour les mères, ou que les soins aux personnes âgées soient la tâche des organes de bienfaisance bénévole. De cette façon, le coût des services serait annulé. La deuxième façon (2) est de suivre le marché et la dynamique de la productivité réelle, et faire payer la totalité du coût des services. Enfin, la troisième possibilité (3) est de fournir des services en les faisant payer par la taxation (fiscalité) générale.

Tous les États de *welfare* doivent s'occuper du problème de la maladie des coûts. Le sociologue danois Esping-Gøsta Andersen¹⁰ construit une typologie très proche de celle de Baumol et montre comment les États devraient adopter une de ces trois stratégies pour maîtriser les coûts. Il s'agit alors d'internaliser le problème (régimes de *welfare* méditerranéens, de tendance conservatrice), de permettre le libre jeu du marché (régimes de *welfare* anglo-saxons, de tendance libérale), ou encore de s'assurer que le coût des services est réparti sur toute la population et financé par la fiscalité générale (les régimes de protection sociale scandinave, de type universaliste).

Dans les années 1980, aux États-Unis

7 William Baumol, *Macroeconomics of unbalanced growth*, *The American Economic Review*, Vol. 57, No. 3, 1967

8 William Baumol, *Unbalanced Growth Revisited*, *The American Economic Review*, Vol. 75, No. 4, 1985

9 William Baumol, *Macroeconomics of unbalanced growth*, *The American Economic Review*, Vol. 57, No. 3, 1967

10 Esping-Gøsta Andersen, *Les trois monde de l'état providence*, PUF, Paris, 2007

et en Angleterre, la voie libérale a été choisie pour pallier à la maladie des coûts, à travers la promotion des politiques de privatisation comme résultat d'une idéologie libérale. Selon ces doctrines économiques et éthiques, l'État ne peut pas prendre en charge le coût de la formation et de la santé de tous les individus. Par ailleurs, toujours selon le modèle libéral, il n'est moralement pas souhaitable que l'État s'engage à fournir la même éducation et les mêmes soins de santé pour tous. L'idéologie libérale affirme que chacun est libre de choisir sa propre formation mais qu'il a également la responsabilité du financement de cette dernière. Le critère de justice sociale utilisé montre comment l'Université financée par l'impôt est une injustice pour ceux qui n'ont pas accès à l'enseignement supérieur. Ce changement de paradigme ne peut être appliqué de manière uniforme en Europe, mais il est indispensable pour comprendre l'évolution de l'Université et ses dynamiques intrinsèques.

En Europe, la plupart des universités sont toujours financées par la fiscalité générale, bien que le niveau des impôts soit en train d'augmenter partout.¹¹

Le contrôle social sur l'efficacité et l'efficience de l'Université se concrétise, le poids bureaucratique acquis au sein de cette dernière n'étant qu'un signe de ce phénomène parmi d'autres. Les universités commencent à rivaliser entre elles pour acquérir le plus grand nombre d'étudiantEs et donc, des fonds publics. Elles commencent également à quantifier¹², le plus objectivement possible leur production universitaire, en tenant compte des publications et de leur succès en terme de « *impact factor* »¹³. Cela permet aux administrateurs d'allouer les fonds publics selon un critère productif, en termes de nombre d'étudiantEs, de publications, de capacité à recevoir des fonds, etc. Tout cela soulève d'importantes questions sur la qualité de l'enseignement dispensé au sein de lieux censés promouvoir l'esprit critique, la capacité de réflexion, au-delà même de considérations financières.

Comment le mouvement se mit en branle

Issu de différentes initiatives au niveau de la politique de l'éducation, comme le réseau international « *Emancipating Education For All* » et « *Education is not for sale* », le mouvement « *unsereuni* » s'est développé à partir de l'Autriche.

Ces dernières années, les universités autrichiennes ont été soumises à divers développements néfastes. A commencer par la loi sur l'université de 2002, qui a imposé aux universités des structures de management (le Conseil de l'Université a alors été mis en place). Ces structures ont fortement réduit la participation démocratique des étudiant-e-s aux décisions. Puis des taxes d'études, jusqu'alors inexistantes, ont été introduites (ces taxes ont depuis une année été en partie abolies). Plus récemment encore, l'été passé, le ministre de l'éducation supérieure a renouvelé contre l'avis des étudiant-e-s la loi de l'université : l'accès à certains masters risque d'être réduit, les mesures d'urgence, peuvent restreindre l'accès aux facultés et sections surchargées, enfin, dans toutes les matières la propédeutique, c'est-à-dire une phase d'adaptation aux études, est devenue un passage obligé.

A cela s'ajoute, de manière plus générale, l'application ratée du système de Bologne au cours des années précédentes et l'échec d'une restructuration. Des économies dans le système de formation, donc des facultés, débouchant sur des sections débordées et un mauvais encadrement. Ces développements répandirent la rogne dans la communauté estudiantine.

Les motifs de la mobilisation : Le mouvement « *unibrennt* » (littéralement : uni-brûle) est parti d'un événement survenu à l'Académie des beaux-arts de Vienne. Son recteur a signé – contrevenant alors à un accord passé avec les étudiant-e-s des beaux-arts – une convention avec le ministre de l'éducation autrichien stipulant la restructuration des études (d'art) en un système Bachelor/Master. En réaction, des étudiant-e-s et des enseignant-e-s ont occupé le bâtiment des beaux-arts. Par solidarité et afin d'attirer l'attention sur certains dysfonctionnements ou inconvénients du système, les étudiant-e-s des beaux-arts organisèrent ensemble avec des étudiant-e-s de l'Université de Vienne, une manifestation dans et autour de l'univer-

sité. Celle-ci fut dissoute par la police – il fut alors décidé spontanément d'occuper l'Audimax de l'Université de Vienne. L'occupation attira tout de suite beaucoup de monde et reçut un énorme soutien du côté de la communauté estudiantine. Toute la frustration accumulée éclata, mettant le feu aux poudres : l'uni brûlait.

Pourquoi la mobilisation doit-elle être européenne ?

La plupart des dysfonctionnements dans les unis sont les conséquences de la politique néolibérale actuelle, qui est (était... ?) en constante progression dans toute l'Europe. Ainsi, partout en Europe, se voit-on confronté à la même chose : dé-démocratisation des universités, restriction budgétaire pour les unis et dans le système social, individualisation des étudiant-e-s. La tendance est toujours plus à un financement tierce, donc souvent privé, des universités, qui, avec ces barrières (essentiellement d'ordre financier) redeviennent plus élitaires. Sans oublier, naturellement, le processus de Bologne, qui concerne lui aussi tous les étudiant-e-s européens : une division de la formation en deux niveaux, bachelor, master, avec un accès restreint au master, une tendance à privilégier l'employabilité, le « formatage », à la formation, avec des plans d'études surchargés – parce que c'est souvent une structure en huit semestres qui a été compressée en un bachelor de six semestres. Si les étudiant-e-s à travers l'Europe pointent ensemble les mêmes problèmes du doigt, leur position en sera renforcée et peut-être cela permettra-t-il aussi d'atteindre la Commission européenne, grande commanditaire du putsch du processus de Bologne. D'autres part, une action commune et solidaire devrait désamorcer les tentatives de monter les étudiant-e-s les un-e-s contre les autres d'un pays à l'autre : la politique autrichienne tenta par exemple d'attribuer aux nombreux-ses Allemandes étudiant en Autriche la responsabilité des problèmes des universités.

11 John Aubrey Douglass, Trends in University Fees and Financing in the EU and US, Occasional Paper Series

12 Martin Trow, Reflections on the Transition from Elite to Mass to Universal Access in Modern Societies since WWII, *International Handbook of Higher Education*, 2005

13 Laurence Coutrot, Sur l'usage récent des indicateurs bibliométriques comme outil d'évaluation de la recherche scientifique, *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, n. 100, 2008